

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le **Troisième Forum sur les services d'intérêt général** aura lieu les 19 et 20 novembre 2001 à Bruxelles.

Vous pouvez vous procurer le programme et le formulaire d'inscription auprès du CELSIG, soit par fax (+ 33 1 40 42 13 78) soit par Email celsig@noos.fr

Services d'intérêt général

Les services d'intérêt général vont être au cœur des débats européens dans les trois mois qui viennent.

La question de l'articulation de leur mode de financement avec l'application des règles relatives aux aides d'Etat, ainsi que celle de leur sécurité juridique a été inscrite au programme du Sommet européen de Laeken, en décembre prochain, par le Conseil de Nice de décembre 2000. Tous les Etats membres et la Commission ont été invités à remettre une contribution. L'Allemagne et la France viennent de déposer les leurs, cette dernière sous forme d'un mémorandum où elle défend l'utilité d'une directive cadre pour concrétiser les dispositions de l'article 16 du traité.

Par ailleurs, au Parlement européen, le député en charge de l'examen de la communication de la Commission sur "Les services d'intérêt général en Europe", Werner Langen, a déposé un projet de rapport extrêmement libéral qui a fait l'objet de 278 amendements. Il devrait être examiné en session plénière en novembre. La Fédération européenne des syndicats de services publics estime que ce document est "tendancieux et politiquement inacceptable" et rappelle son action, avec la Confédération européenne des syndicats, "en faveur d'une directive cadre européenne qui permettrait aux services d'intérêt général de remplir leur mission au sein du marché intérieur et [...] renforcerait aussi l'article 16 du traité de l'Union, confirmant le rôle des services d'intérêt général en faveur de la cohésion économique et sociale".

Enfin, il convient de noter que dans son Livre blanc de "La politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix", la Commission réintroduit (3^{ème} partie, III B 3 "Un service public de qualité") la propositions qu'elle a faite dans son projet de règlement, présentée en juillet 2000, sur les obligations de services publics dans les transports, concernant le recours à la procédure d'appel d'offre (voir, notamment, bulletins 62, 74, 80)

Transport/énergie

♦ **Aide financière au réseau transeuropéen de transport** : le programme pluriannuel indicatif pour la période 2000/2006 a été adopté par la Commission, le 19 septembre dernier. Ce programme est évalué à 2 780 millions d'euros répartis de la manière suivante : 47% pour les liaisons ferroviaires à grande vitesse approuvées par le Conseil européen de Essen en 1994, 20% pour le projet Galileo, 23% pour la suppression des goulets d'étranglement ferroviaires et les projets transfrontaliers, 10% pour le développement de systèmes de transports intelligents dans les secteurs routier et aérien.

The **Third Forum on Services of General Interest** will take place in Brussels on 19th and 20th November 2001.

You can obtain the program and registration forms from CELSIG either by fax (+ 33 1 40 42 13 78) or by Email: celsig@noos.fr

Services of general interest

Services of general interest will be at the heart of a number of European debates in the next three months.

The question of the link of their funding mode with the application of rules concerning State aid, as well as that on their legal surety was put on the agenda of the European Summit of Laeken in December by the Summit of Nice in December 2000. All member States and the Commission have been invited to submit their contributions. Germany and France have just handed in theirs, the latter in the form of a memorandum in which it defends the usefulness of a framework directive to concretise measures stipulated in article 16 of the treaty.

Further, at the European parliament, Werner Langen, member responsible for the examination of the Commission's communication on "Services of general interest in Europe", has introduced a draft report, considered exceptionally liberal, which underwent 278 amendments. It should be examined in a plenary session in November. The European Trade Union Federation of Public Services considers it as "tendentious and politically unacceptable" and recalls its action, together with the European Trade Unions Confederation, "in favour of a European framework directive which will enable services of general interest fulfil their mission within the Internal Market and [...] will also strengthen article 16 of the treaty of the Union, confirming the role of services of general interest in favour of economic and social cohesion".

Lastly, it is worthwhile to note that in its White Paper "European transport policy for 2010 : time to decide." the Commission reintroduces (3rd part, III B 3 "A high quality service") the propositions it made in its regulation draft, presented in July 2000, on the obligation of public services in transports and concerning resort to the procedure of invitation to tender (see, in particular, bulletins 62, 74, 80).

Transport/energy

♦ **Financial assistance to the trans-European transport network**: an indicative programme running for several years, for the period 2000/2006 was adopted by the Commission on 19th September 2001. The cost of the programme is estimated at 2 780 million euros, divided as follows: 47% for the high speed railways link approved by the European Council of Essen in 1994, 20% for the Galileo project, 23% for railways bottlenecks removal and cross-border projects, 10% for the development of intelligent transport systems in road and air sectors.

♦ **Sécurité maritime** : La France vient de recevoir un avis motivé de la Commission européenne concernant le laisser-aller des autorités françaises dans le contrôle des navires passant dans ses ports. En dépit de la directive de 1995 et de la catastrophe de l'Erika, la France contrôle environ 12% des navires au lieu du minimum requis de 25%. Cet avis intervient au moment où les négociations sur la sécurité maritime entrent dans la phase de recherche de compromis entre le Conseil des ministres et le Parlement européen qui a adopté une ligne très dure en la matière.

♦ **Energie-transport** : Pour répondre à la demande de création d'un forum transport par le Conseil transport et à la nécessité de remplacer le Comité consultatif sur l'énergie, dont le mandat a expiré en février dernier, la Commission vient de créer un Forum de l'énergie et des transports chargé de mener une réflexion sur la compétitivité et l'adaptation des structures de ces secteurs tout en tenant compte des préoccupations environnementales, sociales et de sécurité. Composé de 34 membres (opérateurs, producteurs d'énergie, transporteurs industriels, gestionnaires d'infrastructures et de réseaux, syndicats, usagers, représentants d'associations de protection de l'environnement, universitaires et cercles de réflexion), il devra donner des avis, faire des analyses, organiser des débats. Les membres seront recrutés par appel à candidatures publié au Journal officiel, sauf pour les syndicats.

Services postaux

♦ Le gouvernement allemand va lancer en 2002 la deuxième étape de privatisation de Deutsche Post et ramener la participation de l'Etat à moins de 50% du capital. De son côté, le Bundesrat a prolongé jusqu'en 2007 le monopole de Deutsche Post sur les plis de moins de 200 grammes et les envois publicitaires inférieurs à 50 grammes.

♦ Le gouvernement belge a été invité, fin juillet, par la Commission à modifier la manière dont il a mis en œuvre la directive sur les services postaux. La Belgique a deux mois pour séparer les fonctions d'opérateur et d'organe de régulation aujourd'hui exercés par le ministre national, sinon la Cour de justice sera saisie. L'indépendance des organes de régulation en Espagne, France, Grèce et Italie est également étudiée de près par la Commission.

Gaz

♦ Après la France, poursuivie devant la Cour de justice pour ne pas avoir satisfait ses obligations relatives à la mise en œuvre de la directive de 1998 sur la libéralisation du gaz, c'est l'Allemagne qui doit répondre à un avis motivé de la Commission pour n'avoir que partiellement mis en œuvre la directive.

♦ Le gouvernement norvégien a annoncé le 29 mai sa volonté d'abolir le cartel des compagnies gazières (GFU) ayant le monopole de vente du gaz norvégien. Ceci doit être confirmé par le Parlement norvégien en janvier 2002. Conformément à la compétence que le traité instituant l'Espace économique européen (EEE) lui confère, la Commission européenne presse le gouvernement norvégien de veiller à ce que les nouvelles mesures soient effectivement mises en œuvre et par ailleurs, elle s'est engagée à poursuivre toute restriction à l'accès du gaz norvégien aux gazoducs de l'Union européenne.

♦ **Maritime safety** : France has received a reasoned opinion from the European Commission, in relation to the relaxed attitude of French officials in the verification of vessels calling at its ports. In spite of the 1995 directive and the Erika catastrophe, France checks only 12% of vessels instead of the minimum requirement of 25%. This warning comes at a time when negotiations on maritime safety are entering into a phase of the search for compromise between the Council of ministers and the European Parliament which has adopted a very hard line on this matter.

♦ **Energy/Transport** : In order to respond to the call by the Transport committee for the creation of a transport forum and to satisfy the need to replace the advisory Committee whose term expired last February, the Commission has set up a Forum of energy and transports in charge of leading reflections on competitiveness and adaptation of structures in these sectors whilst taking into account environmental, social and safety preoccupations. Composed of 34 members (operators, energy producers, industrial transporters, network and infrastructure administrators, trade unionists, users, representatives from environment protection associations, academics and reflection groups) it will be expected to advise, analyse and organise debates. Except for trade unionists, members will be recruited through calls for applications to be published in the Official Journal.

Postal Services

♦ The German government will in 2002 launch the second stage of the privatisation of Deutsche Post and reduce State participation to below 50% of the capital. For its part, the Bundesrat has extended, up till 2007, the monopoly of the Deutsche Post on mail weighing less than 200 grams and advertisements weighing less than 50 grams.

♦ End July, the Belgian government was called on by the Commission to modify its implementation of the directive concerning postal services. In two months time Belgium must separate functions of the operator from those of the regulating body, both being held by a national minister, otherwise the matter will be referred to the Court of Justice. Regulating bodies in Spain, France, Greece and Italy are equally being closely monitored by the Commission.

Gas

♦ After France, brought before the Court of Justice for not respecting its obligations concerning the implementation of the 1998 directive on the liberalisation of gas, it is now the turn of Germany to respond to the Commission's reasoned opinion for having implemented the directive partially only.

♦ The Norwegian government announced on 29th May its willingness to break the cartel of gas companies (GFU) which has the monopoly over Norwegian gas. This has to be confirmed by the Norwegian parliament in January 2002. In conformity with the powers that the treaty establishing the European Economic Area (EEA), confers on it, the European Commission is urging the Norwegian government to ensure that the new measures are effectively applied, further, it pledged to prosecute any restriction on the Norwegian gas to the European Union's gas pipelines.